

**SELOR**  
**BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**  
**Recrutement. — Résultats**

[2011/202955]

**Sélection comparative néerlandophone  
de juristes**

La sélection comparative néerlandophone de juristes (m/f) (niveau A) pour l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants (ANG10091) a été clôturée le 25 mai 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 7.

**SELOR**  
**SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**

**Werving. — Uitslagen**

[2011/202955]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige  
juristen**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige juristen (m/v) (niveau A) voor het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (ANG10091) werd afgesloten op 25 mei 2011.

Er zijn 7 geslaagden.

**SELOR**  
**BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**  
[2011/202994]

**Sélection comparative néerlandophone  
de collaborateurs de staff formation et développement**

La sélection comparative néerlandophone de collaborateurs de staff formation et développement (m/f) (niveau A) pour l'Office national de l'Emploi (ANG11011) a été clôturée le 7 juin 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

**SELOR**  
**SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**  
[2011/202994]

**Vergelijkende Selectie van Nederlandstalige  
stafmedewerker opleiding & ontwikkeling**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige stafmedewerker opleiding & ontwikkeling (m/v) (niveau A) voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (ANG11011) werd afgesloten op 7 juni 2011.

Er zijn 2 geslaagden.

**SELOR**  
**BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**  
[2011/202988]

**Sélection comparative francophone  
d'ingénieurs installations techniques et architecturales**

La sélection comparative francophone d'ingénieurs installations techniques et architecturales (m/f) (niveau A) pour l'INAMI (AFG11001) a été clôturée le 7 juin 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 5.

**SELOR**  
**SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**  
[2011/202988]

**Vergelijkende selectie van Franstalige  
technische en architecturale ingenieurs installatie**

De vergelijkende selectie van Franstalige technische en architecturale ingenieurs installatie (m/v) (niveau A) voor het RIZIV (AFG11001) werd afgesloten op 7 juni 2011.

Er zijn 5 geslaagden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C – 2011/00309]

**11 MAI 2011. — Circulaire CP4 concernant la gestion négociée de l'espace public pour la police intégrée,  
structurée à deux niveaux**

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour info : à Monsieur le Ministre de la Justice, au Président de la Commission permanente de la Police locale

Mesdames,

Messieurs,

**1. Introduction**

La présente circulaire concerne la police administrative générale et comprend l'élaboration du cadre de référence (1) pour la gestion négociée d'événements (2) et/ou de rassemblements. Ce cadre n'est pas neuf, il est enseigné depuis 2001 dans la formation de base et la formation continuée au sein de différentes écoles de police (3).

Un certain nombre de raisons spécifiques sont à la base de cette circulaire. Le Comité P (4) conclut, sur la base d'observations et d'évaluations de la gestion policière lors d'événements de grande envergure, que le cadre de référence est couramment mais pas toujours respecté et que son application est plutôt fragmentaire. Dans ce même ordre d'idées, le Conseil fédéral de police stipule dans son rapport « 10 ans de réforme des services de police » que *le cadre de référence devrait être officialisé comme philosophie générale pour la gestion des événements et la protection des biens, personnes et institutions et que la nécessité d'une circulaire est à cet égard évidente.* (5) Finalement, j'ai moi-même constaté que la dernière directive ministérielle en la matière date d'avant la réforme des polices, c'est-à-dire du 10 décembre 1987.

Mon objectif est, via cette circulaire, premièrement de tracer les grandes lignes de la gestion policière lors d'événements dans le domaine de l'ordre public et dans ce cadre de pouvoir proposer une fonction de police identique dans tout le pays. Deuxièmement, je souhaite poser les fondements qui serviront à faire concorder d'autres directives relatives à cette gestion policière.

C'est pourquoi, cette circulaire a pour but

— de faire état d'un certain nombre d'évolutions sociales qui ont été importantes en marge du cadre de référence comme l'institutionnalisation de conflits (sociaux), la professionnalisation de l'organisateur dans l'encadrement d'événements et les réactions adaptées à celles-ci de la part des autorités et services de police;

— de décrire la notion 'événement (dans le domaine de l'ordre public)' ainsi que la stratégie de 'gestion' attendue dans ce cadre, vu la philosophie d'une fonction de police orientée vers la communauté (6);

— d'expliquer les implications quant aux responsabilités et tâches des autorités, services de police et organisateurs.

## 2. Evolutions sociales

Nous savons sur la base d'études historiques que l'expression d'une quelconque protestation a depuis le 19<sup>e</sup> siècle peu à peu été institutionnalisée dans les pays occidentaux et que les conflits sociaux se sont transformés en une problématique incluant toujours plus de concertations et moins de conflits. Par conséquent, la diminution du nombre d'incidents graves ne serait pas tellement la conséquence de l'utilisation de moyens efficaces de contrôle social mais bien de l'intégration réussie de divergences d'opinion dans le processus de démocratisation. Les formes concrètes d'expression comme les manifestations sont de plus en plus devenues une pratique courante et conventionnelle de participation politique.

Cette évolution va de pair avec la professionnalisation de groupes d'intérêts, incluant la formation de 'stewards' et l'usage de propres services d'ordre. De cette manière, on est petit à petit arrivé au développement de systèmes visant à une gestion mieux négociée de l'espace public.

En effet, depuis la fin des années soixante et le début des années septante, une évolution peut également être observée dans l'approche, par les autorités et les services de police, des manifestations mais aussi d'autres événements dans le domaine de l'ordre public comme les matches de football ou les concerts. Les caractéristiques-clés en sont la communication et la négociation, devenues acceptables, entre les participants à des événements et l'autorité, une meilleure préparation et planification de l'événement et un encadrement plus professionnel de son déroulement. Dans les années quatre-vingt, la notion de 'protection' a aussi de plus en plus occupé le devant de la scène à la suite du drame du Heysel.

En se montrant comme des partenaires de discussion fiables, tous ces acteurs continuent à contribuer au processus de pacification, un terme dans lequel je souhaite englober les trois évolutions ou mouvements. Certains événements dans le domaine de l'ordre public comme des échauffourées spontanées ne font malheureusement pas partie de ce processus. Le passé nous a toutefois appris qu'il fallait ici aussi jouer au maximum la carte de la concertation et reporter le plus possible l'usage de la contrainte et de la violence.

## 3. Cadre de référence pour la gestion d'événements et la protection de personnes, de biens et d'institutions

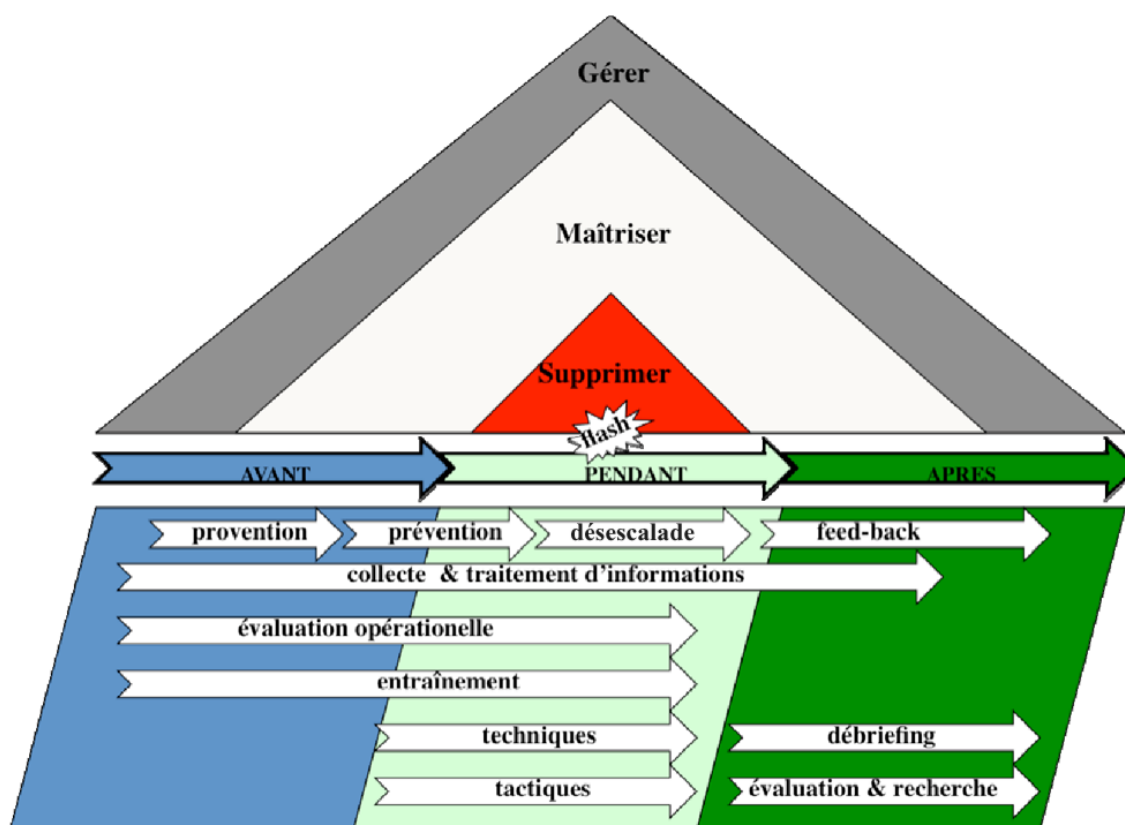
Appliquer la fonction de police orientée vers la communauté dans le domaine de l'ordre public signifie avant tout que l'organisateur, les autorités, les services de police et éventuellement d'autres partenaires créent ensemble les conditions d'un déroulement sûr et aisé où les droits et libertés fondamentaux, en particulier la liberté d'expression et de réunion, sont totalement respectés, conformément à la Convention européenne de défense des droits de l'homme (7) ainsi qu'à la Constitution belge coordonnée (8).

Ceci se traduit en une stratégie orientée vers la gestion d'événements et la protection des personnes, des biens et des institutions. On entend par événements tout ce qui est susceptible d'avoir un impact sur la tranquillité, la sécurité et la santé publiques : un accident de la route, une explosion, la diffusion de gaz dangereux ou toxiques, un incendie étendu, des transports devant être accompagnés par la police ou des rassemblements. En ce qui concerne ces derniers, certains d'entre eux seront l'expression de conflits plus profonds (par exemple : manifestations, grèves, barrages routiers). D'autres rassemblements, ceux par exemple engendrés par des concerts, des courses cyclistes ou autres, ont un caractère purement récréatif.

Tous ces événements, qu'il s'agisse de protestation ou de rassemblements récréatifs ou même d'accidents de la route ont ceci en commun : ils sont potentiellement porteurs de conflits car soit ils impliquent des personnes tierces devant subir les conséquences de l'événement (des riverains, des automobilistes bloqués par des barrages ou simplement dans des files, des voyageurs victimes de grèves, etc.), soit il existe des conflits entre les groupes impliqués eux-mêmes. Autrement dit, il s'agit de situations qui doivent être gérées et lors desquelles des missions de protection se succéderont. Gérer et protéger supposent avant tout de rechercher un équilibre entre les exigences, les attentes et les intérêts différents de tous les groupes qui pour l'une ou l'autre raison, volontairement ou non, participent à l'événement ou y sont confrontés. C'est pourquoi, la concertation débutera aussi vite que possible dans le temps et se clôturera lorsque toutes les leçons seront tirées, en concertation avec les différents acteurs.

Dans une stratégie qui se limite à la 'maîtrise', l'accent est mis sur les incidents. Maintenir et si nécessaire rétablir sont au centre de l'élaboration de l'approche. Gérer et protéger constituent un point de départ plus large pour analyser et évaluer l'événement dans sa totalité ainsi que des incidents potentiels en particulier. En d'autres termes, les incidents et leur maîtrise font intégralement partie de la gestion et de la protection. Les deux stratégies - maîtriser et gérer - sont représentées sur un axe temporel qui permet de visualiser l'événement. Les incidents ou troubles de l'ordre potentiels sont décrits à l'aide d'un point d'initiation (ou d'embranchement) sur cet axe. Sur ce schéma, on voit la manière dont la gestion englobe effectivement la maîtrise et donc l'incorpore.

L'axe temporel et les stades qu'il représente, constituent également le point de départ de la concrétisation de l'approche dans les différentes activités de résolution de problème qui, chaque fois, correspondent à une phase temporelle précise : provention (avant), prévention (avant), désescalade (pendant), et évaluation et feed-back (après).



La provention concerne l'identification de conditions qui créent un environnement de conflit (avant qu'elles ne se développent complètement et/ou ne soient exprimées), la suppression de ces conditions via des changements structurels et la création de conditions qui créent des liens de coopération. Il n'est pas rare que la provention se situe dans le domaine du bien-être ou dans l'élaboration de réseaux et de partenariats dans les communautés.

La prévention est l'étape suivante et consiste à contrer les effets négatifs une fois que le conflit existe et/ou qu'un rassemblement a lieu. Concrètement, il s'agit d'initiatives préventives qui doivent permettre que le risque d'incidents soit aussi réduit que possible : le choix de l'itinéraire constitue en la matière un bon exemple.

La désescalade renvoie à une situation d'interaction lors de laquelle l'explosion de violence est imminente mais où l'on tente au maximum de l'éviter par le biais de la négociation et de compromis. Si cela ne fonctionne pas, on procède alors à la régulation et, si nécessaire, à la répression.

L'évaluation et le feed-back concernent les leçons à tirer pour des événements futurs. L'élément de responsabilité mais aussi celui d'implication capable sont ici intégrés. En effet, le point de vue de chaque intéressé, en ce qui concerne les événements antérieurs, est précieux.

#### 4. Implications pour les autorités, services de police et organisateurs

Les autorités administratives sont chargées d'assurer l'ordre public. C'est pourquoi elles tendent toujours vers une gestion négociée et ont généralement l'initiative dans la concertation préalable aux événements. Lors de cette concertation, les points de vue sont confrontés les uns aux autres et les autorités éclaircissent leur vision par rapport à l'événement. Dans ce cadre, toutes les mesures policières, tous les arrêts et règlements, considérés comme nécessaires, sont pris. Les seuils de tolérance sont clairement délimités et communiqués à tous les acteurs concernés. Des accords sont pris entre les acteurs ou partenaires de manière réciproque (9), ainsi qu'avec le parquet en ce qui concerne l'application d'une politique de poursuite conséquente pour tous les faits avérés et considérés comme punissables. Il doit être clair que l'autorité administrative reste à tout moment responsable de l'ordre public, y compris par exemple lorsqu'aucun accord n'a été trouvé avec les parties concernées.

La police doit prendre à cœur les mesures visant à assurer l'ordre public, par le biais du dialogue, de la concertation et d'un état d'alerte vraisemblable, elle doit garder l'initiative et ainsi éviter ou limiter d'importants troubles de l'ordre ou échauffourées. La police utilise de manière optimale les mécanismes d'auto-régulation au sein de l'organisation de l'événement. La mise en oeuvre de moyens policiers se fait graduellement, en tenant compte de l'évolution de la situation. La police définit de préférence, et en particulier en ce qui concerne les unités d'intervention, un seuil de visibilité bas et se montre discrète et tolérante par rapport à des rassemblements et manifestations pacifiques. Si la police opte pour une visibilité plus élevée, elle doit alors toujours être consciente de l'impact possible qu'engendre cette visibilité auprès des participants à l'événement. Un tel choix est dès lors fait en concertation et de la manière la plus transparente.

La police oriente ses efforts vers la gestion et la protection par les tâches suivantes :

- o Elle entretient, avec l'aide ou non d'une personne de contact désignée à cette fin, la communication avec l'organisateur à travers les différentes phases de la gestion d'un événement;

- o Elle fournit un maximum d'efforts afin d'obtenir les renseignements nationaux ou internationaux pertinents venant des services de police et de renseignements avant, pendant et après l'événement, et elle utilise ces renseignements pour une analyse de risques approfondie à tous les niveaux;

- o Elle organise toujours un briefing efficace et décrit, dans un ordre d'opération correctement élaboré, l'attitude et le comportement attendus de la part des policiers sur le terrain (10);

- o Elle encadre les rassemblements de manière professionnelle, c'est à dire qu'elle facilite et essaie de ne pas frustrer ou de ne pas provoquer, et elle apporte une contribution active à la protection de personnes, de biens et d'institutions;

o Elle accorde de l'attention à des éléments qui, la plupart du temps, se déroulent en marge de l'événement, par exemple l'aspect 'mobilité', la nuisance possible, la criminalité spécifique qui pourrait aller de pair avec l'événement, la protection de VIP et/ou d'éventuelles menaces terroristes, le renvoi correct pour des déclarations et des plaintes;

o Elle prévoit un encadrement adéquat de groupes à risques et, lors d'éventuelles actions policières, la police procède de manière réfléchie, orientée et restreinte afin d'ainsi limiter autant que possible les dégâts, l'escalade éventuelle et la nuisance sociale et de ne pas impliquer les participants pacifiques de manière négative;

o Elle effectue des arrestations administratives et judiciaires conformément aux dispositions de la Loi sur la Fonction de police et aux seuils de tolérance des autorités administratives. La police ne procède à des arrestations qu'en cas d'absolue nécessité. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de personnes arrêtées, une attention particulière est portée à leurs droits. Dans le cadre de la politique de poursuite convenue avec le parquet, la police doit fournir des efforts afin d'accroître la charge de la preuve à l'égard des auteurs.

L'organisateur est responsable de la bonne organisation de l'événement en soi et fournit à cette fin les conditions et/ou mesures matérielles. En d'autres termes, il doit consentir tous les efforts possibles afin qu'un événement se déroule de la manière la plus sûre et la plus calme possible. Lorsque c'est possible, il essaie de prévoir un premier encadrement. L'organisateur fonctionne toujours conformément à la réglementation et aux accords conclus lors des réunions de coordination.

Les différents partenaires établissent, en concertation mutuelle et si cela est considéré comme nécessaire, un plan médiatique et de communication concernant l'événement et les groupes qui en font partie.

Mesdames et Messieurs, je souhaite valider, par le biais de cette circulaire, la gestion négociée qui est déjà largement appliquée à l'heure actuelle. Nous vivons dans une démocratie mature et je pense que nous devons tenter d'agir autant que possible en en tenant compte. Je veux également indiquer la direction à suivre en ce qui concerne les grandes lignes que ce cadre implique. C'est pourquoi je souhaite que ce cadre de référence devienne le fil conducteur pour chaque autorité chargée d'assurer l'ordre public. En outre, il est souhaitable d'actualiser la Circulaire ministérielle de 1987 sur la base du cadre de référence et de la réalité de la police intégrée. Jusque là, la circulaire est toutefois encore d'application. Enfin, je souhaite que le choix de mesures policières, méthodes, techniques et tactiques, tenue, équipement et moyens soit cohérent avec la stratégie de gestion et de protection, ainsi qu'avec l'attitude discrète qui en découle.

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme A. TURTELBOOM

Notes

(1) Pour plus d'informations, voir Van Ryckeghem, Dominique, 'De hedendaagse rol van politie bij conflicten in de publieke ruimte : de ontwikkeling van een referentiekader', p. 155-178 dans Cahier Politiestudies *Social Disorder*, 2011/1 (18).

(2) A comprendre comme ces événements susceptibles d'avoir un impact sur l'ordre public.

(3) Le guide pratique de police '*Gold Commander & Silver Commander. Policing Events. La gestion policière stratégique d'événements en ordre public*' de l'Ecole nationale pour Officiers en est la référence.

(4) Comité P., *Rapport d'observatoire*, 2009.

(5) Bruggeman et al., *10 ans de réforme des services de police*, Conseil fédéral de Police, 2009, p. 62.

(6) Circulaire ministérielle CP 1 du 27 mai 2003 concernant la définition de l'interprétation du Community Policing applicable au service de police intégré, structuré à deux niveaux

(7) Articles 10 et 11.

(8) Articles 19 et 26.

(9) Si l'autorité administrative, en fonction de l'analyse de risques, décide d'établir un plan particulier d'urgence et d'intervention, cela doit se faire conformément à l'arrêté royal du 16 février 2006 et aux arrêtés d'exécution qui y sont liés (NPU-1).

(10) Un exemple d'un bon ordre d'opération peut être consulté dans le guide pratique de police de l'Ecole nationale pour Officiers.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2011/00309]

**11 MEI 2011. — Rondzendbrief CP4 betreffende het genegotieerd beheer van de publieke ruimte voor de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus**

Aan de Dames en Heren Gouverneurs,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter info : aan de heer Minister van Justitie, aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie

Geachte Mevrouwen,

Mijne Heren,

1. Inleiding

De voorliggende rondzendbrief heeft betrekking op de algemene bestuurlijke politie en omvat de uitwerking van het referentiekader (1) voor het genegotieerd beheer van gebeurtenissen (2) en/of volksoptochten. Dit kader is niet nieuw, het wordt sinds 2001 onderwezen in de basis- en voortgezette opleiding in diverse politiecolleges (3).

Een aantal specifieke redenen ligt aan de basis van deze rondzendbrief. Het Comité P (4) besluit op basis van observaties en evaluaties van het politiebeheer bij grootschalige gebeurtenissen dat het referentiekader veelal maar niet altijd wordt gerespecteerd en dat de toepassing ervan eerder fragmentarisch is. In diezelfde orde stelt de Federale

Politieraad in haar rapport « 10 jaar politiehervorming » dat het referentiekader zou moeten worden bestendigd tot de algemene filosofie voor het beheer van gebeurtenissen in het domein van de openbare orde en de bescherming van goederen, personen en instellingen en dat de noodzaak aan een rondzendbrief in deze context evident is. (5) Tot slot heb ik zelf geconstateerd dat de laatste ministeriële richtlijn in deze materie dateert van voor de politiehervorming, i.e. van 10 december 1987.

Het is mijn bedoeling om via deze rondzendbrief eerst de krijtlijnen uit te zetten voor het politionele beheer naar aanleiding van gebeurtenissen in het domein van de openbare orde en in dit raam een gelijkwaardige politiezorg in gans het land te kunnen aanbieden. Ten tweede wil ik de basis leggen voor de afstemming van bijkomende richtlijnen die op dit politionele beheer betrekking hebben.

Deze rondzendbrief wil daarom

— een aantal maatschappelijke evoluties duiden die belangrijk zijn geweest in de aanloop naar het referentiekader zoals de institutionalisering van (sociale) conflicten, de professionalisering van de organisator in de omkadering van gebeurtenissen en de aangepaste reacties daarop vanuit de overheden en politiediensten;

— het begrip 'gebeurtenis (in het domein van de openbare orde)' omschrijven en de strategie van 'beheer' die in dit raam verwacht wordt, beschrijven, gegeven de filosofie van een gemeenschapsgerichte politiezorg (6);

— de implicaties toelichten betreffende de verantwoordelijkheden en taken van de overheden, politiediensten en organisatoren.

## 2. Maatschappelijke evoluties

Uit historische studies weten we dat het uiten van protest in de Westerse landen sinds de 19e eeuw gradueel geïnstitutionaliseerd en dat sociale conflicten zich omvormden tot een problematiek met steeds meer overleg en minder conflict. De afname van zware incidenten zou bijgevolg niet zozeer het gevolg geweest zijn van het gebruik van doeltreffende middelen van sociale controle maar wel van de succesvolle integratie van meningsverschillen in het democratiseringsproces. Concrete uitingsvormen als betogingen zijn meer en meer een courante en conventionele praktijk van politieke participatie geworden.

Deze evolutie gaat gepaard met de professionalisering van belangengroepen, inclusief de opleiding van 'stewards' en het gebruik van eigen ordediensten. Op die wijze is men stelselmatig gekomen tot de ontwikkeling van systemen voor een beter georganiseerd beheer van de publieke ruimte.

Immers, sinds het einde van de jaren zestig en het begin van de jaren zeventig kan ook een evolutie waargenomen worden in het aanpakken, door autoriteiten en politiediensten, van betogingen maar ook van andere gebeurtenissen in het domein van de openbare orde zoals voetbalwedstrijden of concerten. Sleutelkenmerken zijn de aanvaardbaar geworden communicatie en onderhandeling tussen deelnemers aan gebeurtenissen en overheid, een betere voorbereiding en planning van de gebeurtenis en een professioneler omkadering van het verloop. In de jaren tachtig is de notie 'bescherming' in de nasleep van het Heizeldrama eveneens meer op de voorgrond gekomen.

Door zich betrouwbare gesprekspartners te tonen, leveren al deze actoren een blijvende bijdrage aan het pacificatieproces, een term waarmee ik de drie evoluties of bewegingen wil overkoepelen. Sommige gebeurtenissen in het domein van de openbare orde zoals spontane rellen vallen jammer genoeg buiten dit proces. Toch leert het verleden dat ook hier maximaal de kaart van het overleg moet getrokken worden en het gebruik van dwang en geweld best zo lang mogelijk wordt uitgesteld.

## 3. Referentiekader voor het beheren van gebeurtenissen en de bescherming van personen, goederen en instellingen

De gemeenschapsgerichte politiezorg toepassen in het domein van de openbare orde betekent in de eerste plaats dat de organisator, overheden, politiediensten en eventueel andere partners samen de voorwaarden creëren voor een veilig en vlot verloop waarbij de fundamentele rechten en vrijheden, in het bijzonder de vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van vergadering, overeenkomstig het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens (7) en de Belgische gecoördineerde Grondwet (8) volledig worden nageleefd.

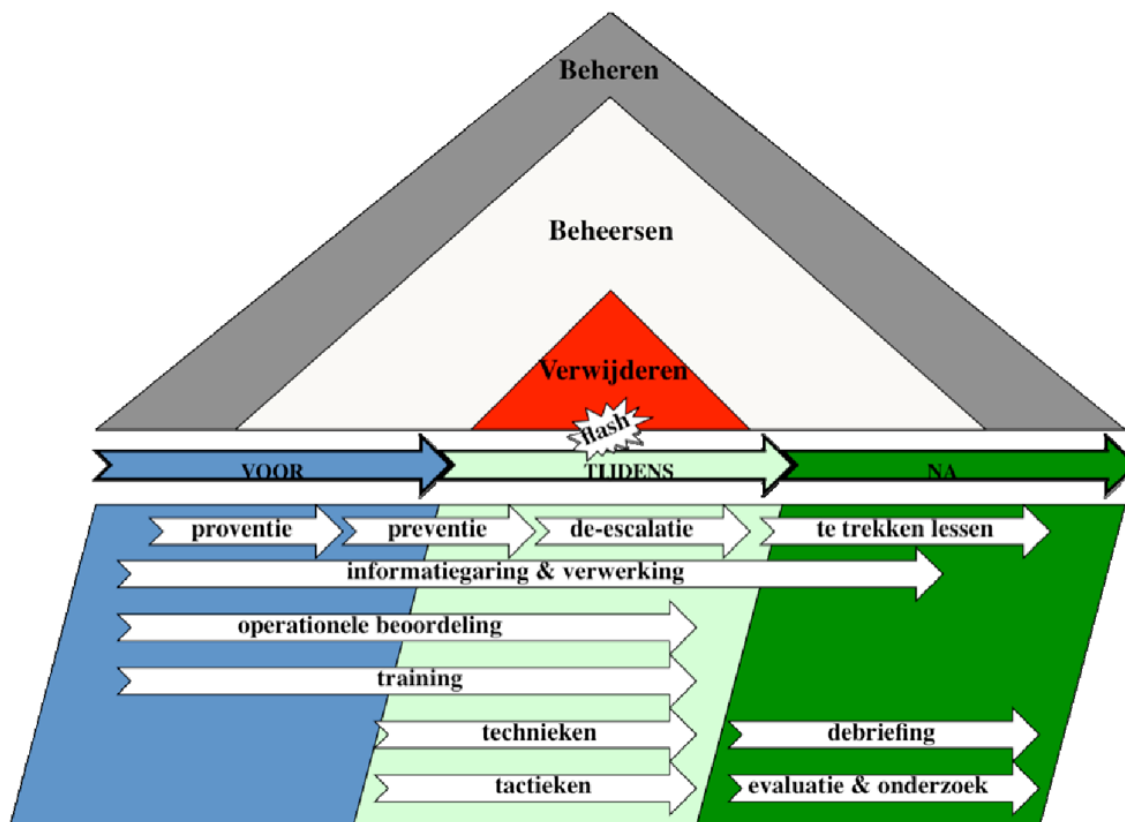
Dit vertaalt zich in een strategie gericht op het beheren van gebeurtenissen en/of volksoplopen en het beschermen van personen, goederen en instellingen. Met gebeurtenissen wordt bedoeld : alles wat kan ingrijpen op de openbare rust, veiligheid en gezondheid : een verkeersongeval, een ontploffing, de verspreiding van gevaarlijke of giftige gassen, een uitslaande brand, politioneel te begeleiden transporten of volksoplopen. Voor wat volksoplopen betreft, zullen een aantal ervan de uiting zijn van dieper liggende conflicten (bvb. betogingen, stakingen, wegblokkades). Andere volksoplopen, bvb deze naar aanleiding van concerten, wielervedstrijden of andere, hebben een louter recreatief karakter.

Al deze gebeurtenissen, of het nu gaat om protest of recreatieve volksoplopen dan wel om verkeersongevallen hebben op zich dit gemeen : zij zijn potentiële dragers van conflicten omdat er hetzij derden betrokken zijn die de gevolgen van de gebeurtenis moeten ondergaan (omwonenden, automobilisten gehinderd door blokkades of simpelweg in files, reizigers die slachtoffer zijn van stakingen, enz.), hetzij conflicten bestaan tussen onderlinge betrokken groepen. Anders gezegd gaat het om situaties die moeten beheerd worden en waar beschermingsopdrachten elkaar zullen opvolgen. Beheren en beschermen veronderstelt in de eerste plaats het zoeken van een balans tussen de verschillende eisen, verwachtingen en belangen van alle groepen die om één of andere reden, gewild of niet, aan de gebeurtenis deelnemen of ermee geconfronteerd worden. Het overleg start daarom zo vroeg mogelijk in de tijd en eindigt wanneer alle lessen, in overleg met de verschillende actoren, getrokken zijn.

In een strategie die zich beperkt tot 'het beheersen', ligt de klemtoon op incidenten. Handhaven en zo nodig herstellen is de focus bij het ontwerpen van de aanpak. Beheren en beschermen is een ruimer vertrekpunt om de gebeurtenis in zijn totaliteit en potentiële incidenten in het bijzonder te analyseren en te beoordelen. Anders gezegd maakt incidenten en de beheersing ervan integraal deel uit van beheren en beschermen. Beide strategieën - beheersen en beheren- worden voorgesteld op een tijdsas die de gebeurtenis visualiseert. Potentiële incidenten of ordeverstoringen worden afgebeeld aan de hand van een vlammpunt op deze as. In deze voorstelling ziet men hoe het beheren het beheersen effectief overkoepelt en dus incorporeert.



De tijdsas en de stadia die zij weergeeft vormen evenzeer het uitgangspunt voor de concretisering van de aanpak in verschillende probleemoplossende activiteiten die telkens voor een bepaalde tijdsfase staan van de gebeurtenis : proventie (voor), preventie (voor), deëscalatie (tijdens) en evaluatie en terugkoppeling (na).



Proventie betreft het identificeren van voorwaarden die een omgeving van conflict creëren (nog voor ze tot volle wasdom komen en/of geuit worden), het verwijderen van die voorwaarden via structurele veranderingen en het bewerkstelligen van condities die samenwerkingsverbanden creëren. Proventie situeert zich niet zelden in het domein van welzijn of in de uitbouw van netwerken en partnerschappen in de gemeenschappen.

Preventie is een volgende stap en gaat om het tegengaan van nadelige effecten eens het conflict bestaat en/of een volksooploop plaatsvindt. Concreet gaat het om preventieve initiatieven die ervoor moeten zorgen dat het risico op incidenten zo klein mogelijk is : de keuze van de reisweg vormt hiervoor een goed voorbeeld.

Deëscalatie verwijst naar een situatie van interactie waarbij het uitbreken van geweld nakend is maar waar men maximaal probeert te voorkomen via onderhandeling en bemiddeling. Lukt dit niet, dan wordt overgegaan tot regulering en zo nodig, repressie.

Evaluatie en terugkoppeling omvat te trekken lessen voor toekomstige gebeurtenissen. Het element van verantwoording maar ook van bekwame betrokkenheid zit hierin vevat. Immers, het standpunt van elke betrokkene met betrekking tot voorbije gebeurtenissen is waardevol.

#### 4. Implicaties voor overheden, politiediensten en organisatoren

De bestuurlijke overheden zijn verantwoordelijk voor het verzekeren van de openbare orde. Zij streven daarom steeds naar een genegotieerd beheer en hebben doorgaans het initiatief in het overleg voorafgaandelijk aan gebeurtenissen. Tijdens dit overleg worden de standpunten aan elkaar getoetst en verduidelijken de overheden hun visie op het gebeuren. In dit raam worden alle noodzakelijk geachte politie maatregelen, besluiten en verordeningen genomen. De tolerantiegrenzen worden duidelijk afgelijnd en gecommuniceerd met alle betrokken actoren. Tussen de actoren of partners onderling (9) worden afspraken gemaakt alsook met het parket voor wat betreft het toepassen van een consequent vervolgingsbeleid voor alle strafbaar gestelde en bewijsbare feiten. Het moet duidelijk zijn dat de bestuurlijke overheid te allen tijde de verantwoordelijke blijft voor de openbare orde, ook bijvoorbeeld wanneer er geen akkoord werd bereikt met de betrokken partijen.

De politie moet de maatregelen ter verzekering van de openbare orde ter harte nemen door middel van dialoog, overleg en een geloofwaardige staat van paraatheid, het initiatief behouden en daardoor rellen of grote ordeverstoringen voorkomen of beperken. De politie benut optimaal de zelfregulerende mechanismen binnen de organisatie van de gebeurtenis. De inzet van politiemiddelen gebeurt gradueel, rekening houdend met de evolutie van de situatie. Zij houdt bij voorkeur, en in het bijzonder voor wat de interventie-eenheden betreft, een lage zichtbaarheiddrempel aan en stelt zich discreet en tolerant op ten aanzien van vreedzame bijeenkomsten en betogingen. Indien de politie kiest voor een hogere zichtbaarheid, dan moet zij zich steeds bewust zijn van de mogelijke impact die deze zichtbaarheid heeft voor de deelnemers aan de gebeurtenis. Een dergelijke keuze wordt bijgevolg in overleg en op de meest transparante manier genomen.

De politie richt haar inspanningen voor het beheren en beschermen op de volgende taken :

- o Zij houdt, al dan niet met behulp van een hiervoor aangeduide contactpersoon, de communicatie aan met de organisator doorheen de verschillende fasen in het beheer van een gebeurtenis;
- o Zij levert maximale inspanningen om de relevante nationale of internationale inlichtingen te verkrijgen van de politie- en inlichtingendiensten voor, tijdens en na de gebeurtenis en hanteert deze inlichtingen voor een grondige risicoanalyse op alle niveaus;
- o Zij organiseert steeds een goede briefing en omschrijft in een degelijk uitgewerkt operatieorder de verwachte houding en het verwachte gedrag van de politiemensen op het terrein (10);
- o Zij begeleidt de volksoplopen op een professionele wijze, i.e. zij faciliteert en probeert niet te frustreren of te provoceren en ze levert een actieve bijdrage aan de bescherming van personen, goederen en instellingen;
- o Zij heeft aandacht voor elementen die zich meestal in de marge van de gebeurtenis afspelen, i.e. het mobiliteitsaspect, de mogelijke overlast, de specifieke criminaliteit die met de gebeurtenis gepaard zou kunnen gaan, de bescherming van VIPs en/of mogelijke terroristische dreigingen, de correcte doorverwijzing voor aangiften en klachten;
- o Zij voorziet in een gepaste omkadering van risicogroepen en, bij eventuele politieacties, gaat de politie doordacht, gericht en beperkt te werk om aldus de schade, de mogelijke escalatie en de maatschappelijke overlast zoveel als mogelijk te beperken en, de vreedzame deelnemers niet op een negatieve manier te betrekken;
- o Zij verricht bestuurlijke en gerechtelijke aanhoudingen conform de bepalingen in de Wet op het Politieambt en de tolerantiegrenzen van de bestuurlijke overheden. De politie gaat enkel bij volstrekte noodzaak over tot aanhoudingen. Daarnaast dient bij de aangehouden personen bijzondere aandacht te gaan naar hun rechten. In het raam van het vervolgingsbeleid zoals afgesproken met het parket, dient de politie een inspanning te doen om de bewijslast ten opzichte van de daders te verhogen.

De organisator is verantwoordelijk voor de goede organisatie van de gebeurtenis op zich en voorziet hiervoor in de materiële voorwaarden en/of maatregelen. Anders gezegd dient hij alle mogelijke inspanningen te verrichten om een gebeurtenis zo veilig en rustig mogelijk te laten verlopen. Hij probeert, waar mogelijk, in een eerste omkadering te voorzien. De organisator werkt steeds overeenkomstig de regelgeving en de gemaakte afspraken naar aanleiding van de coördinatievergaderingen.

De diverse partners stellen in onderling overleg en indien dit noodzakelijk wordt geacht, een communicatie- en mediaplan op met betrekking tot de gebeurtenis en de groepen die er deel van uitmaken.

Geachte Mevrouwen en Mijne Heren, ik wil via deze rondzendbrief het genegotieerd beheer, dat vandaag de dag al uitgebreid wordt toegepast, valideren. Wij leven in een mature democratie en ik denk dat we moeten proberen daar zoveel als mogelijk naar te handelen. Tegelijkertijd wil ik de richting aangeven met betrekking tot de krijtlijnen die het kader met zich meebrengt. Ik wens daarom dat dit referentiekader de leidraad wordt voor elke gezagsdrager bevoegd voor het verzekeren van de openbare orde. Tevens is het wenselijk de Ministeriële rondzendbrief van 1987 op basis van het referentiekader en de realiteit van de geïntegreerde politie te actualiseren. Tot zolang blijft de rondzendbrief echter nog van kracht. Ik wens tot slot dat de keuze voor politie maatregelen, methodes, technieken en tactieken, kledij, uitrusting en middelen coherent zijn met de strategie voor beheren en beschermen en de discrete opstelling die daaruit volgt.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

- (1) Voor meer informatie, zie Van Ryckeghem Dominique, 'De hedendaagse rol van politie bij conflicten in de publieke ruimte : de ontwikkeling van een referentiekader', p. 155-178 in *Cahier Politiestudies Social Disorder*, 2011/1 (18).
- (2) Te begrijpen als die gebeurtenissen met een vermoedelijke impact op de openbare orde.
- (3) De politiepraktijkgids 'Gold Commander & Silver Commander. Policing Events. Het strategisch politieel beheer van gebeurtenissen openbare orde' van de Nationale School voor Officieren vormt hiervoor de referentie.
- (4) Comite P., *Observatoriumrapport*, 2009.
- (5) Bruggeman et al., *10 jaar politiehervorming*, Federale Politieraad, 2009, p. 71.
- (6) Ministeriële Rondzendbrief CP 1 van 27 mei 2003 betreffende Community Policing, definitie van de Belgische interpretatie van toepassing op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus
- (7) Artikelen 10 en 11.
- (8) Artikelen 19 en 26.
- (9) Indien de bestuurlijke overheid, in functie van de risico-analyse, beslist een Bijzonder Nood- en Interventieplan op te stellen, dient dit te gebeuren overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 2006 en de uitvoeringsbesluiten die hiermee verband houden (NPU-1).
- (10) Een voorbeeld van een goed operatieorder is terug te vinden in de politiepraktijkgids van de Nationale School voor Officieren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2011/09424]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms  
Publication

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2011/09424]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen  
Bekendmaking

Par arrêté royal du 30 mai 2011, M. Rmadi, Housseem Eddine, né à Mahdia (République tunisienne) le 4 août 1972, demeurant à Saint-Herblain (République française), a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Romandi », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 30 mei 2011 is machtiging verleend aan de heer Rmadi, Housseem Eddine, geboren te Mahdia (Republiek Tunesië) op 4 augustus 1972, wonende te Saint-Herblain (Franse Republiek), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Romandi » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.